

IRAK

Cinq pèlerins iraniens abattus au nord de Bagdad

Cinq pèlerins iraniens qui circulaient en mini-bus ont été tués, hier, par des hommes armés près de Baqouba, au nord de Bagdad, a indiqué une source policière.

«Au moins cinq personnes ont été tuées dans une attaque d'hommes armés contre trois bus de pèlerins iraniens dans la région de l'Imam Weis», à 50 km au nord de Baqouba, a affirmé cette source au Centre de commandement des opérations de sécurité de la province de Diyala.

Les cinq victimes sont quatre femmes et un homme, a ajouté cette source, précisant que les véhicules transportaient une trentaine de pèlerins.

«Nous condamnons vivement l'attentat terroriste contre les pèlerins iraniens», a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hassan Ghashghavi, cité

par la télévision d'Etat irakienne. «Nous espérons que les autorités irakiennes agiront de façon plus responsable pour protéger les pèlerins iraniens en déployant de «sérieux efforts», a-t-il ajouté.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, des milliers de chiites iraniens effectuent de fréquents pèlerinages en Irak dans la ville de Kerbala qui abrite les mausolées de l'imam Hussein et de l'imam Abbas, deux des lieux les plus saints du chiisme et celle de Najaf, où se trouvent le mausolée de l'imam Ali.

Bagdad et Samarra sont également des villes saintes pour les chiites. Près de 2 000 pèlerins tra-



Regain de violence.

versent chaque jour le poste de frontière de Moundharia, entre l'Irak et la province irakienne de Diyala, dont Baqouba est la capitale, selon les autorités provinciales.

L'attaque a été menée au lendemain de la mort de vingt et une personnes dans une série d'attentats en Irak, qui a connu l'une des journées les plus meurtrières depuis le retrait américain des villes, le 30 juin.

Ce repli a été réalisé dans le cadre d'un accord de sécurité signé en novembre entre Bagdad et Washington, et qui doit mener à un retrait total d'Irak des forces américaines avant la fin 2011.

En avril, au moins 56 personnes, dont 52 pèle-

rins iraniens, avaient été tuées dans un des attentats suicides les plus meurtriers de 2009, contre un restaurant de Mouqdadiyah, dans la même province de Diyala, qui compte une population mixte de sunnites et chiites.

Au lendemain de cette attaque, le guide suprême de l'Irak, l'ayatollah Ali Khamenei, avait accusé les Etats-Unis et Israël d'être derrière ces violences. «Les services de renseignement américains et israéliens sont les accusés numéro un (...) pour avoir semé les graines empoisonnées du terrorisme en Irak», avait dit le guide suprême dans un message de condoléances.

ATTENTAT DE KARACHI

Le Pakistan se dit prêt à relancer l'enquête

Le ministre pakistanais de l'Intérieur, Rehman Malik, s'est dit prêt, hier, à l'issue d'une visite à Paris, à relancer l'enquête sur l'attentat de Karachi en 2002, qui a fait 14 morts dont 11 Français, si la France fournissait de nouveaux éléments.

M. Malik a confirmé, dans un entretien accordé à la chaîne d'informations en continu France 24, avoir évoqué le sujet avec son homologue Brice Hortefeux, qu'il a rencontré au cours de sa visite officielle, lundi et mardi derniers en France.

«J'ai parlé avec le ministre de l'Intérieur. Il a soulevé la question et j'ai dit : donnez-moi tout indice que vous ayez, toute information, et soyez assuré que nous y donnerons suite», a déclaré M. Malik. «S'il y a quelque chose, nous le traiterons

assurément, avec transparence, après enquête», a-t-il poursuivi.

Le ministère français de l'Intérieur a précisé que l'entretien entre MM. Malik et Hortefeux avait «pour objet le renforcement de la coopération entre la France et le Pakistan en matière de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme».

«Concrètement, la France assistera les autorités pakistanaises en matière de formation, de renseignement et d'équipement des unités chargées de la lutte contre le terrorisme», a-t-il été souligné.

«Il s'agit, pour la France, de renforcer la capacité du Pakistan à lutter contre l'extrémisme taliban, mais également tous les autres types de terrorisme menaçant le Pakistan et les pays de la région», a encore précisé le ministère. Et de préciser que cette visite «fait suite à l'entretien du

15 mai entre le président Sarkozy et le président de la République islamique du Pakistan, M. Asif Ali Zardari».

L'enquête au Pakistan a attribué l'attentat de Karachi aux islamistes. En France, les deux juges antiterroristes chargés de l'enquête ont récemment réorienté leur enquête vers l'hypothèse d'un contentieux franco-pakistanaise qui pourrait être lié au versement de rétrocommissions illégales, en marge de la vente de quatre sous-marins au Pakistan en 1994. L'ancien Premier ministre français Edouard Balladur a dénoncé comme «parfaitement infondée» l'évocation d'un financement illégal, grâce à ces rétrocommissions, de sa campagne présidentielle de 1995, dont l'actuel président Nicolas Sarkozy était le porte-parole.

AFGHANISTAN

La police arrête sept kamikazes qui devaient participer aux attaques de mardi

La police afghane a annoncé, hier, avoir arrêté sept kamikazes qui devaient participer à une série d'attaques suicides, la veille, dans l'Ouest, estimant ainsi avoir évité le pire après avoir tué ou arrêté 13 des 15 kamikazes mobilisés ce jour-là.

Les forces afghanes avaient tué, ce mardi, six des huit kamikazes ayant attaqué des bâtiments officiels et une base militaire dans l'est et le sud-est de

l'Afghanistan. Les deux autres kamikazes avaient, eux, réussi à déclencher leurs charges explosives, tuant cinq policiers.

Le même jour, en début de soirée, la police a arrêté cinq autres kamikazes qui se déplaçaient en voiture dans la province de Nimroz (sud-ouest), ainsi que deux hommes équipés de ceintures d'explosifs dans celle d'Herat (ouest), a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Zemaraï Bashary.

«Nous avons eu une journée épouvantable. Mais d'un autre côté, nous

avons obtenu un excellent résultat car sur les 15 kamikazes (...), la majorité ont été tués ou arrêtés, seuls deux ayant pu actionner leurs bombes», s'est-il félicité.

Selon le porte-parole du ministère de la Défense, le général Mohammad Zahir Azimi, les opérations semblaient avoir été coordonnées pour se produire simultanément.

«Les attaques d'hier (...) semblaient manifestement avoir été planifiées» afin mettre en scène un «événement spectaculaire», a-t-il jugé.

Ces attaques et arrestations interviennent à moins d'un mois des élections (la présidentielle, seconde de l'histoire du pays, et les provinciales du 20 août) et alors que les violences ont atteint leur paroxysme depuis la chute des talibans, fin 2001. Près de 90 000 soldats étrangers sont actuellement déployés dans le pays pour soutenir le gouvernement face à la violente rébellion menée par les talibans, chassés du pouvoir en novembre 2001 par une coalition menée par les Etats-Unis.

DROITS DE L'HOMME

La FIDH appelle l'UE et les États-Unis à faire pression sur Moscou

La Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) a appelé, ce mercredi, l'Europe et les Etats-Unis à faire pression sur Moscou pour que cesse «la terreur d'Etat», après le récent assassinat de la militante des droits de l'Homme Natalia Estemirova. «Qu'attendent les dirigeants européens et américains pour exiger des autorités russes que cessent la terreur d'Etat et le règne du non-droit en Russie ?», demandent la présidente de la FIDH, Souhayr Belhassen, et la chargée de mission de l'Organisation mondiale contre la torture, Anne Le Huérou, dans une tribune publiée par le journal *Libération*. La FIDH montre du doigt l'homme fort de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, qui «avait personnellement menacé Natalia Estemirova et ne faisait pas mystère de sa volonté d'éliminer physiquement tous ceux qui feraient obstacle à son règne sans partage». «Mais les responsabilités sont également à chercher du côté de Moscou. Si le régime criminel de Kadyrov se maintient, c'est bien sûr parce qu'il est soutenu par les plus hautes autorités russes», écrivent les deux femmes. «Aujourd'hui, pour que cessent les larmes de crocodile, les autorités européennes et américaines doivent poser des actes clairs à l'égard des dirigeants russes, qui sont, en dernière analyse, pleinement responsables des forces tchéchènes», estiment-elles. La FIDH exige la mise en place d'une enquête transparente, impartiale et efficace pour retrouver les assassins de Natalia Estemirova et leurs commanditaires» et demande l'ouverture immédiate d'une enquête criminelle contre les forces tchéchènes «accusées depuis des années de très nombreuses exactions». Natalia Estemirova, ancienne journaliste et collaboratrice de l'organisation non-gouvernementale Memorial, a été enlevée le 15 juillet en Tchétchénie et retrouvée morte, tuée par balles, quelques heures plus tard dans la république voisine d'Ingouchie, dans le Caucase russe. Par ailleurs, dans un communiqué, la FIDH et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) ont exprimé leur «solidarité» avec Memorial qui a décidé de suspendre ses activités en Tchétchénie à la suite de cet assassinat.

«L'absence de Memorial va créer un vide énorme pour la promotion et la protection des droits de l'Homme, car l'ONG était l'un des rares canaux d'information entre la population tchéchène et la communauté internationale.» Memorial a accusé Ramzan Kadyrov d'être derrière ce meurtre. Kadyrov a porté plainte pour «diffamation».